CONVENTION

de subventionnement pour les opérations et actions prévues aux 1° à 4° et 6° de l'article 37 de de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine

CONTRAT DE RENOVATION URBAINE
« Citroën-Vergote »

Entre

LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,

représentée par

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du biculturel d'intérêt régional, Monsieur Rudi Vervoort,

dénommée ci-après « la Région » ;

Et

LA VILLE DE BRUXELLES

représentée par

Son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Philippe Close, Bourgmestre, et Monsieur Luc Symoens, Secrétaire communal,

dénommé ci-après « Le Bénéficiaire»,

Est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Les Contrats de Rénovation Urbaine consistent en une combinaison d'opérations et actions de revitalisation urbaine de type immobilières, socio-économiques, d'espaces publics et environnementales qui devront être portées par des opérateurs tant régionaux que communaux sur un territoire qui transcende les limites communales.

Si la coordination générale des Contrats de Rénovation Urbaine devra être régionale via la DRU, la mise en œuvre opérationnelle regroupera des opérateurs régionaux et communaux en fonction notamment de la spécialisation de certains opérateurs (Bru Mob, STIB, Bruxelles Environnement, City Dev, SLRB, SISP,...) mais aussi, par exemple, pour surmonter des obstacles liés aux limites des territoires communaux.
Par cette coordination d'actions et d'opérations menées conjointement par plusieurs opérateurs sur une période réduite de maximum 90 mois, l'effet levier sur la zone d'intervention sera d'autant plus fort.

Le programme du CRU suivant a été approuvé le 16/11/2017

- **CRU 1** : « Citroën – Vergote » (Bruxelles-Ville/Molenbeek) ;

RECOMMANDATION :

Le Maître Architecte (BMA) :

La consultation auprès du Maître Architecte sera recommandée pour veiller à la qualité des projets subsidiés par la Région, comme indiqué dans le cahier spécial des charges du 10/10/2014 définissant ses missions ainsi que pour les opérations publiques dans le périmètre du Plan Canal pour en intégrer les principes directeurs et garantir la qualité architecturale.

TEXTES APPLICABLES A LA PRESENTE CONVENTION

Cette convention est régie par :

- La circulaire du Gouvernement du 21 janvier 1999 relative à l'insertion des clauses sociales dans les marchés publics en Région de Bruxelles-Capitale ;
- L'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, articles 92 à 95;
- L'ordonnance organique du 6 octobre 2016 de la revitalisation urbaine (ORU) ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 2017 portant la création de Bruxelles Urbanisme Patrimoine (BUP) ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme initial du CRU « Citroën - Vergote »
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 avril 2019 approuvant la première modification du programme du CRU « Citroën - Vergote »
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2020 approuvant le deuxième modification du programme du CRU « Citroën - Vergote »
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2020 octroyant une subvention complémentaire de 1.800.000,00 € à la Commune pour l'exécution des opérations du programme CRU « Citroën - Vergote »
- La nouvelle loi communale

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention règle les modalités de partenariat et définit les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions et opérations définies à l'article 37, 1° à 4° et 6° qui lui sont confiés dans le programme approuvé du CRU. Ces projets sont repris à l'annexe 1 et détaillés dans les fiches projets à l'annexe 2.
En aucun cas, le champ d'application des arrêtés susmentionnés ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

Conformément à l'article 49 §3 de l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 de la revitalisation urbaine, le Gouvernement délègue au bénéficiaire la maîtrise d'ouvrage de l'opération listée ci-dessous :

- 2.7b Equipement avenue du Port – magasin 4 – 1.800.000,00 euros

ARTICLE 2 : ECHEANCIER DES REALISATIONS

L'échéancier de réalisation physique des opérations dont le bénéficiaire a la maîtrise d'ouvrage est celui indiqué en annexe 3. Le bénéficiaire s'engage à planifier et coordonner, avec la Direction de la Rénovation urbaine, l'ensemble des marchés de services et travaux du CRU concernés par la présente convention de manière à garantir l'exécution optimale de l'ensemble des projets et actions dans les délais prévus par l'ORU, à savoir :

1. Le délai d'exécution :
   - 60 mois à partir du du 1er du mois suivant l'approbation du programme de base, à savoir du 01/12/2017 jusqu'au 30/11/2022 (prolongé au 31/05/2023 suite aux arrêtés de suspension et de prolongation COVID).

   Dans ce délai, les opérateurs devront au moins avoir réalisés les actes suivants :
   - l' acquisition de droits réels nécessaires aux opérations ;
   - la décision d'attribution des Marchés Publics de travaux, fournitures et services, nécessaires à la mise en œuvre des opérations et actions.

2. Le délai de mise en œuvre:
   - 30 mois à partir de la fin délai d'exécution, à savoir, du 01/12/2022 jusqu'au 31/05/2025 (respectivement 01/06/2023 et 30/11/2025 suite aux arrêtés de suspension et de prolongation COVID).

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Direction Rénovation Urbaine, pour les opérations qui lui sont confiées par le programme CRU « Citroën – Vergote », tout changement sur le déroulement des projets et/ou de leur délai / prévision de réalisation.

ARTICLE 3 : SUBVENTION

Suite à la modification de programme n°2, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a octroyé par arrêté du 03/12/2020 une subvention au bénéficiaire pour un montant total de 1.800.000,00 € conformément aux programmes approuvés par le Gouvernement.

Le bénéficiaire s'engage à informer la DRU de toute autre source de financement du projet, que celle-ci soit en nature ou monétaire (Union Européenne, autorités belges, secteur privé, recettes générées par le projet, …) afin de permettre à l'Administration régionale d'avoir une vue globale sur la manière dont le projet est financé.

Tout coût dépassant les budgets estimés est à charge du bénéficiaire.

ARTICLE 4 : DEPENSES ET MONTANTS ELIGIBLES

Les montants éligibles au subventionnement sont ceux définis aux articles 31 et 32 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux contrats de rénovation urbaine.

ARTICLE 5 : MODALITES DE LIQUIDATION DE LA SUBVENTION

La subvention pour un montant de 1.800.000,00 € sera liquidée par programme conformément aux dispositions de l' art. 49 de l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 de la revitalisation urbaine et des 33 à 37 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017.

a) Avance de 20% :

Conformément aux dispositions prévues à l'article 49 § 2 de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016, un acompte de vingt pour cent de la subvention régionale sur les actions et opérations menées par le bénéficiaire peut être octroyé au bénéficiaire à la signature de la présente convention. Il sera tenu compte de ce paiement lors de la liquidation postérieure des subventions.

Un acompte d'un montant total de 360.000,00 € est octroyé au bénéficiaire.

b) Décomptes complémentaires et finaux :

Les modalités et les timings des décomptes intermédiaires et finaux sont fixés conformément aux dispositions prévues aux articles 35 à 37 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017.

Complémentairement à l'article 37 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017, le tableau synthétique des dépenses devra aussi comprendre les dépenses cofinancées pour une opération mixte.

Une clé de répartition des dépenses devra être soumise au préalable à la Direction Rénovation Urbaine.

Après analyse et approbation de ces décomptes par la Direction Rénovation Urbaine, une déclaration de créance pourra être établie.

c) Pièces à fournir lors de la demande de paiement :

Votre déclaration de créance devra être adressée au format PDF par mail à l'adresse électronique suivante : invoice@sprb.brussels.

Afin de prévenir les malversations, en cas de création ou modification de coordonnées bancaires, une attestation écrite du bénéficiaire doit être envoyée par courrier séparé à l'adresse suivante :

Master Data – Bruxelles Finances et Budget
Service de la comptabilité
Iris Tower
Place Saint-Lazare 2
1035 Bruxelles

d) Modalités du décompte final (art. 45 § 3 de l'ORU 2016 et art. 8 de l'arrêté CRU) – clôture

Si l'Administration n'est pas en possession des justificatifs à la fin du délai prévu à l'article 45 § 3 de l'ORU, elle clôturera les comptes sur base des documents en sa possession à cette date. A défaut d'atteindre le montant total alloué par l'arrêté par l'ensemble des demandes de paiement, le bénéficiaire doit rembourser la quotité non justifiée.

Le décompte final global en ce compris les frais correspondant à des financements publics ou des apports financiers privés complémentaires devra être transmis à la Direction Rénovation Urbaine.

ARTICLE 6 : CONTROLE DES SUBVENTIONS

Conformément aux articles 92 à 95 de l''ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle et à l'article 13 de l'ORU, le bénéficiaire accepte que des contrôles sur pièces et sur place aient lieu afin de vérifier si le subside a effectivement et intégralement été consacré à la réalisation du projet, et s'engage à fournir sa collaboration lors d'un contrôle. Ces contrôles sont effectués par les autorités mandatées par la Région de Bruxelles-Capitale pour le contrôle de l'utilisation des subsides.

ARTICLE 7 : INTERDICTION, REMBOURSEMENT DES SUBVENTIONS ET AMENDES

Tel que prévu à l'article 14 §2,3,4 et 5 de l'ORU, en cas de non-respect des conditions d'octroi des subsides, le bénéficiaire rembourse la partie des subsides indûment perçue et est tenu au paiement d'une amende administrative. La Région se réserve le droit d'exercer un recours judiciaire contre le bénéficiaire.

ARTICLE 8 : COMITE DE PILOTAGE ET COMITE D'ACCOMPAGNEMENT

Conformément à l'article 43, § 3 de l'OORU du 6 octobre 2016, le bénéficiaire de chaque opération ou action du contrat de rénovation urbaine peut mettre sur pied un Comité de pilotage, afin d'assurer le suivi de l'exécution et de la mise en œuvre de cette opération ou action. Le bénéficiaire peut y convier les personnes de droit public ou privé intéressées par l'opération ou l'action concernée du contrat de rénovation urbaine.

Le bénéficiaire réunit le Comité de pilotage à chaque fois qu'il le juge utile.

Le bénéficiaire est tenu de participer au Comité d'accompagnement compétent pour les projets dont il est porteur.
Le Comité d'accompagnement sera composé de membres de l'Administration et d'un représentant du Ministre.
Il sera chargé de vérifier le bon avancement du projet.
Le comité d'accompagnement se réunira au moins une fois par an.

ARTICLE 9 : DOCUMENTS A FOURNIR

Le bénéficiaire remet à l'Administration, conformément aux articles 17 de l'ORU, 33§2 dernier alinéa et 36 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017, lorsque le bénéficiaire a obtenu le paiement de septante pour cent du montant total des subventions de l'opération :

A . Un rapport d'activité intermédiaire :
Lorsque le bénéficiaire a obtenu le paiement de septante pour cent du montant total de la subvention, il transmet un rapport d'activité intermédiaire, qui démontre un avancement de l'exécution du programme conforme aux subventions déjà liquidées.

B. Les rapports périodiques :
- un rapport intermédiaire dans les 6 mois de la fin de la phase exécution - un rapport final dans les 6 mois de la fin de la phase mise en œuvre.

Ces différents rapports donneront un aperçu global du projet et de son contexte. L'avancement physique et financier du projet, ainsi qu'une évaluation des objectifs et des indicateurs doivent y apparaître. Les efforts entrepris par le bénéficiaire afin que le projet soit pérennisé au-delà de la période de programmation et les problèmes éventuels rencontrés doivent y figurer.

Toutes autres informations utiles seront également consignées, telles que les efforts soutenus en faveur de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, le respect des normes environnementales, une structure indicative pour ce rapport d'activités est mis à la disposition par l'Administration.

ARTICLE 10 : DOCUMENTS A TRANSMETTRE PAR ETAPE

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à chaque étape par courrier et/ou mail les documents demandés par la DRU ou le Ministre tel que décrit dans les articles 2 à 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux contrats de rénovation urbaine

ARTICLE 11 : CONDITIONS D'ACCÈS AUX LOGEMENTS

Conformément aux articles 9 de l'ORU et 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017, le bénéficiaire de la subvention s'engage à respecter les conditions notamment d'accès, les règles d'attribution, de calcul des loyers et prix de cession, de publicité, de durée d'occupation, ainsi que de tutelles de gestion, respectivement fixées par le Gouvernement en ce qui concerne le logement assimilé au logement social et le logement conventionné.

ARTICLE 12 : REMISE DES DOCUMENTS

Toutes les notifications effectuées sur la base de cette convention et tout document requis doivent être adressés aux adresses suivantes :

pour la Région :

Urban.brussels
Direction Rénovation Urbaine
Mont des Arts 10-13
1000 Bruxelles

pour le bénéficiaire :

Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville de Bruxelles
Hôtel de Ville
Grand Place
1000 Bruxelles

ARTICLE 13 : ACTIONS DE COORDINATION ET DE COMMUNICATION

A. Coordination et communication

L'article 37, 6° de l'ORU ainsi que les articles 18 à 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 précisent les actions à mener ainsi que les

montants et les dépenses éligibles consacrés aux actions de coordination et de communication.

Toute communication sur le projet se fera en concertation avec la Direction Rénovation Urbaine.

Les supports de communication devront respecter la charte graphique et comporter les logos d'Urban.brussels, de la Rénovation Urbaine, et celui des CRU.

B. <u>Participation citoyenne, article 43§3 ORU et article 20 arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017</u>

Le bénéficiaire doit pour les opérations dont l'estimation globale dépasserait la moitié du seuil européen en marché public de travaux organiser une participation citoyenne – le cas échéant avec l'aide d'un prestataire de service spécialisé en la matière – dès le début de la réflexion et durant l'exécution desdites opérations.

La participation citoyenne comprendra des actions concrètes d'information et de concertation avec les habitants, en visant leur représentativité, ainsi que les acteurs sociaux et économiques concernés.

Le bénéficiaire informe préalablement le Gouvernement du type de participation citoyenne qu'il compte mettre en place. Tout processus participatif mis en place par le bénéficiaire devra au même titre que les opérations CRU se coordonner avec les autres projets en cours dans une même zone. Le Gouvernement peut arrêter les modalités complémentaires de cette participation citoyenne effective. Tout processus participatif mis en place par le bénéficiaire devra être préalablement approuvé par le Gouvernement.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITE

La Région ne peut aucunement être tenue responsable pour les dommages aux personnes et aux biens, résultant directement ou indirectement de l'exécution de cette convention par le bénéficiaire.

ARTICLE 15 : LITIGES

Les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont exclusivement compétents pour les litiges issus de cette convention.

ARTICLE 16 : MODIFICATIONS

Les éventuelles modifications de programme devront respecter les dispositions prévues à l'article 46 de l'ORU du 6 octobre 2016. Elles devront figurer dans un avenant à cette convention.

ARTICLE 17 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION (article 45§1 de l'ORU du 6 octobre 2016)

La présente convention entre en vigueur lors de l'approbation par le GRBC de la deuxième modification de programme du contrat de rénovation urbaine, jusqu'au 31/05/2023 pour la

durée d'exécution et peut se prolonger de 30 mois pour la mise en œuvre, à savoir jusqu'au 30/11/2025.

Etablie à Bruxelles en trois exemplaires le .

Chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour la Région de Bruxelles – Capitale,

Rudi VERVOORT,
Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du biculturel d'intérêt régional

Pour la Ville de Bruxelles

Philippe Close
Bourgmestre

Luc Symoens
Secrétaire Communal

Annexe 1 : programme modifié approuvé : voir lien web
Annexe 2 : fiche projet
Annexe 3 : échéancier

OVEREENKOMST

voor de subsidiëring van de operaties en acties, bepaald in 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering

STADSVERNIEUWINGSCONTRACT
'Citroën-Vergote'

Tussen

HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,

vertegenwoordigd door

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de Promotie van het Imago van Brussel en Biculturele Zaken van Gewestelijk Belang, de heer Rudi Vervoort,

hierna 'het gewest' genoemd;

En

DE STAD BRUSSEL

vertegenwoordigd door

Haar college van burgemeester en schepenen, in wiens naam de heer Philippe Close, burgemeester, en de heer Luc Symoens, gemeentesecretaris, handelen,

hierna 'de begunstigde' genoemd

Werd overeengekomen wat volgt:

INLEIDING

Het Stadsvernieuwingscontract omvat een combinatie van stadsherwaarderingsoperaties en -acties op het vlak van vastgoed, sociale economie, openbare ruimte en leefomgeving, die zowel door gewestelijke als gemeentelijke operatoren moeten worden gedragen op een gebied dat de gemeentegrenzen overschrijdt.

De algemene coördinatie van de Stadsvernieuwingscontracten moet gewestelijk verlopen, via de DSV, maar voor de operationele uitvoering zorgen gewestelijke en gemeentelijke operatoren, afhankelijk van onder meer de specialisatie van sommige onder hen (Bru Mob, MIVB, Leefmilieu Brussel, CityDev, BGHM, OVM ...), maar ook bijvoorbeeld om hindernissen op te vangen die te maken hebben met de gemeentelijke grenzen.
Door deze coördinatie van acties en operaties die tezamen door verschillende operatoren worden ondernomen gedurende een beperkte periode van maximaal 90 maanden, zal het hefboomeffect op de interventiezone des te sterker zijn.

Het programma van het SVC werd op 16/11/2017 goedgekeurd.

- **SVC 1**: 'Citroën – Vergote' (stad Brussel/Molenbeek).

AANBEVELING:

Bouwmeester (bMa):

Er wordt aangeraden de Bouwmeester te raadplegen om te waken over de kwaliteit van de projecten die het gewest subsidieert, zoals bepaald in het bestek van 10/10/2014 dat zijn opdrachten definieert, alsook voor de publieke operaties binnen de perimeter van het Kanaalplan om er de richtinggevende beginselen van over te nemen en de bouwkundige kwaliteit te garanderen.

TEKSTEN DIE OP DE OVEREENKOMST VAN TOEPASSING ZIJN

Deze overeenkomst wordt geregeld door:

- De omzendbrief van de regering van 21 januari 1999 met betrekking tot de invoeging van de sociale clausules in de overheidsopdrachten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- De organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, de artikelen 92 tot 95;
- De ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van stedelijke herwaardering (OSH);
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de 'zone voor stedelijke herwaardering', genaamd 'ZSH 2016';
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten;
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 juni 2017 houdende oprichting van Brussel Stedenbouw & Erfgoed (BSE);
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 houdende goedkeuring van het oorspronkelijke SVC-programma 'Citroën - Vergote';
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 april 2019 houdende goedkeuring van de eerste wijziging van het SVC-programma 'Citroën - Vergote';
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2020 houdende goedkeuring van de tweede wijziging van het SVC-programma 'Citroën - Vergote';
- Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2020 tot toekenning van een bijkomende subsidie van € 1.800.000,00 aan de gemeente voor de uitvoering van de operaties van het SVC-programma 'Citroën - Vergote';
- De nieuwe gemeentewet.

ARTIKEL 1: VOORWERP VAN DE OVEREENKOMST

De huidige overeenkomst regelt de modaliteiten van het partnership en bepaalt de voorwaarden van de subsidie voor de verwezenlijking van de acties en operaties, bepaald in artikel 37, 1° tot 4° en 6°, die hem in het goedgekeurde SVC-programma werden toevertrouwd. Deze projecten worden overgenomen in bijlage 1 en in detail besproken in de ontwerpfiches in bijlage 2.
In geen geval kan de huidige overeenkomst het toepassingsgebied van bovengenoemde besluiten wijzigen, beperken of uitbreiden.

Overeenkomstig artikel 49, § 3, van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering wijst de regering de begunstigde aan tot opdrachtgever van de hierna opgesomde operaties:

- 2.7b Voorzieningen Havenlaan – magazijn 4 – € 1.800.000,00

ARTIKEL 2: UITVOERINGSKALENDER

De planning van de fysieke uitvoering van de operaties waarvoor de begunstigde als opdrachtgever fungeert, is die zoals vermeld in bijlage 3. De begunstigde verbindt zich tot de planning en de coördinatie, met de directie Stadsvernieuwing, van het geheel van de overheidsopdrachten voor de uitvoering van diensten en werken van het SVC waarop de huidige overeenkomst betrekking heeft om de optimale uitvoering te garanderen van alle projecten en acties binnen de door de OSH voorziene termijnen, met name:

1. Uitvoeringstermijn:
   - 60 maanden vanaf de 1e dag van de maand die volgt op de goedkeuring van het basisprogramma, namelijk van 01/12/2017 tot 30/11/2022 (verlengd tot 31/05/2023 als gevolg van de opschortings- en verlengingsbesluiten waartoe in het kader van COVID-19 werd beslist).

   Binnen deze termijn moeten de operatoren ten minste de volgende handelingen gesteld hebben:
   - de zakelijke rechten verwerven die nodig zijn om de operaties te kunnen uitvoeren;
   - de gunningsbeslissing van de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten,

   nodig voor de implementatie van de operaties en acties.

2. Implementatietermijn:
   - 30 maanden vanaf de einddatum van de uitvoeringstermijn, namelijk van 01/12/2022 tot 31/05/2025 (respectievelijk 01/06/2023 en 30/11/2025 als gevolg van de opschortings- en verlengingsbesluiten waartoe in het kader van COVID-19 werd beslist).

De begunstigde verbindt zich ertoe de directie Stadsvernieuwing, voor de operaties die aan deze organisatie worden toevertrouwd door het programma van het SVC 'Citroën – Vergote', kennis te geven van elke wijziging betreffende het verloop van de projecten en/of betreffende de uitvoeringstermijn/de prognose.

ARTIKEL 3: SUBSIDIE

Als gevolg van de wijziging van programma nr. 2 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de begunstigde bij besluit van 03/12/2020 een subsidie toegekend voor een totaalbedrag van € 1.800.000,00 overeenkomstig de door de regering goedgekeurde programma's.

De begunstigde verbindt zich ertoe de DSV in te lichten over elke andere bron van projectfinanciering, hetzij in natura, hetzij monetair (Europese Unie, Belgische overheid, privésector, inkomsten van het project ...) opdat het gewestelijke bestuur een globaal beeld heeft van de manier waarop het project wordt gefinancierd.

Alle kosten die het geraamde budget overschrijden, zijn ten laste van de begunstigde.

ARTIKEL 4: UITGAVEN EN BEDRAGEN DIE IN AANMERKING KOMEN

De bedragen die in aanmerking komen voor subsidiëring, zijn die welke bepaald worden in de artikelen 31 en 32, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten.

ARTIKEL 5: UITBETALINGSMODALITEITEN VAN DE SUBSIDIE

De subsidie ten bedrage van € 1.800.000,00 wordt per programma vereffend, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 49, van de organieke ordonnantie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, en van de artikelen 33 tot 37, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017.

a) Voorschot van 20 %

Overeenkomstig de bepalingen in artikel 49, § 2, van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, kan de begunstigde bij de ondertekening van deze overeenkomst een voorschot ontvangen van twintig procent van de gewestsubsidie voor de acties en operaties ondernomen door de begunstigde. Deze betaling zal bij de latere vereffening van de subsidies worden verrekend.

Een voorschot van in totaal € 360.000,00 wordt aan de begunstigde toegekend.

b) Aanvullende berekeningen en eindafrekeningen

De modaliteiten en de timing van de tussentijdse en eindafrekeningen worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen in de artikelen 35 tot 37 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017.

Ter aanvulling van artikel 37 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 moet de samenvattende tabel van de uitgaven ook de uitgaven bevatten voor de cofinanciering voor een gemengde operatie.

Een verdeelsleutel van de uitgaven moet op voorhand aan de directie Stadsvernieuwing worden voorgelegd.

Na analyse en goedkeuring van deze berekeningen door de directie Stadsvernieuwing kan een verklaring van schuldvordering worden opgemaakt.

c) Stukken die bij de betalingsaanvraag dienen te worden voorgelegd

Uw verklaring tot schuldvordering zal u in pdf-formaat per e-mail naar het adres invoice@gob.brussels sturen.

Om misbruik te voorkomen, dient in geval van het aanmaken of wijzigen van bankgegevens een schriftelijk attest van de begunstigde afzonderlijk naar volgend adres gestuurd te worden:

Master Data – Brussel Financiën en Begroting
Directie van de Boekhouding
Iris Tower
Sint-Lazarusplein 2
1035 Brussel

d) Modaliteiten van de eindafrekening (art. 45, § 3, van de OSH 2016 en art. 8 van het besluit SVC) – afsluiting

Indien het bestuur tegen het einde van de termijn, bepaald in artikel 45, § 3, van de OSH, niet in het bezit is van de verantwoordingsstukken, sluit het de berekeningen af op basis van de documenten waarover het op die datum beschikt. Indien het totale bedrag dat door het besluit wordt toegekend, niet wordt bereikt met het geheel van de betalingsaanvragen, moet de begunstigde het niet-verantwoorde bedrag terugbetalen.

De globale eindafrekening, met inbegrip van de kosten die overeenstemmen met overheidsfinanciering of bijkomende privéfinanciering, wordt naar de directie Stadsvernieuwing verstuurd.

ARTIKEL 6: CONTROLE VAN DE SUBSIDIES

Overeenkomstig de artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, en artikel 13 van de OSH aanvaardt de begunstigde dat er zowel controles van stukken als controles ter plaatse uitgevoerd worden om na te gaan of de subsidie daadwerkelijk en integraal naar de uitvoering van het project gegaan is, en verbindt hij zich ertoe bij een controle zijn medewerking te verlenen. Deze controles gebeuren door de overheden die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gemachtigd worden om het gebruik van de subsidies te controleren.

ARTIKEL 7: VERBOD, TERUGBETALING VAN DE SUBSIDIES EN BOETES

Zoals bepaald wordt in artikel 14, § 2, 3, 4 en 5, van de OSH, betaalt de begunstigde in geval van niet-naleving van de toekenningsvoorwaarden van de subsidie het onterecht ontvangen deel van de subsidies terug en wordt hem een administratieve boete opgelegd. Het gewest behoudt zich het recht voor tegen de begunstigde een beroepsprocedure in te stellen.

ARTIKEL 8: STUURCOMITÉ EN BEGELEIDINGSCOMITÉ

Overeenkomstig artikel 43, § 3, van de OOSH van 6 oktober 2016 kan de begunstigde van iedere operatie of actie van het Stadsvernieuwingscontract een stuurcomité oprichten om de uitvoering en de implementatie van de operatie of actie in kwestie op te volgen. De begunstigde kan er de publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen uitnodigen die betrokken zijn bij de desbetreffende operatie of actie van het Stadsvernieuwingscontract.

De begunstigde roept het stuurcomité samen telkens wanneer hij dat nuttig acht.

De begunstigde is verplicht deel te nemen aan het begeleidingscomité dat bevoegd is voor de projecten waarvan hij de ontwerper is.
Het begeleidingscomité wordt samengesteld door leden van het bestuur en een vertegenwoordiger van de minister.
Deze wordt belast met het toezicht op de voortgang van het project.
Het begeleidingscomité dient minstens een keer per jaar samen te komen.

ARTIKEL 9: DOCUMENTEN DIE VOORGELEGD MOETEN WORDEN

De begunstigde bezorgt het bestuur, overeenkomstig artikel 17 van de OSH, artikel 33, § 2, laatste lid, en artikel 36 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017, zodra de begunstigde de betaling heeft bekomen van zeventig procent van het totale bedrag van de subsidies van de operatie:

A. Een tussentijds activiteitenrapport:
Zodra de begunstigde de betaling bekomen heeft van zeventig procent van het totale bedrag van de subsidies, bezorgt hij een tussentijds activiteitenrapport, waaruit blijkt dat de uitvoering van het programma conform de reeds vereffende subsidies vordert.

B. Periodieke rapporten:
Een tussentijds rapport binnen de 6 maanden vanaf het einde van de uitvoeringsfase, evenals een eindrapport binnen de 6 maanden vanaf het einde van de implementatiefase.

Deze verschillende rapporten bevatten een algemeen overzicht van het project en zijn context. De fysieke en financiële voortgang van het project, evenals een evaluatie van de doelstellingen en van de indicatoren, moeten erin opgenomen worden. De inspanningen van de begunstigde om zijn project na de geprogrammeerde periode duurzaam te maken, en de eventuele problemen die zich hebben voorgedaan, moeten erin worden opgenomen.

Alle andere nuttige informatie wordt eveneens vermeld, zoals de volgehouden inspanningen ten behoeve van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen, de naleving van de milieunormen. Een indicatieve structuur voor dit activiteitenrapport wordt door het bestuur ter beschikking gesteld.

ARTIKEL 10: DOCUMENTEN DIE PER FASE BEZORGD MOETEN WORDEN

De begunstigde verbindt zich ertoe om in elke fase per post en/of per e-mail de door de DSV of de minister gevraagde documenten op te sturen zoals bedoeld in de artikelen 2 tot 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten.

ARTIKEL 11: VOORWAARDEN VAN DE TOEGANG TOT DE WONINGEN

Overeenkomstig de artikelen 9 van de OSH en 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 verbindt de begunstigde van de subsidie zich ertoe de voorwaarden, meer bepaald inzake de toegang, de gunningsregels, de berekening van de huurprijzen en verkoopprijzen, de bekendmaking, de duur van ingebruikneming, evenals het toezicht op beheer in acht te nemen die de regering respectievelijk vastlegt voor huisvesting die met sociale en geconventioneerde huisvesting wordt gelijkgesteld.

ARTIKEL 12: INDIENING VAN DE DOCUMENTEN

Alle kennisgevingen op basis van deze overeenkomst en alle vereiste documenten dienen op volgende adressen bezorgd te worden:

Voor het gewest:

urban.brussels
Directie Stadsvernieuwing
Kunstberg 10-13
1000 Brussel

Voor de begunstigde:

College van burgemeester en schepenen van de stad Brussel
Stadhuis
Grote Markt
1000 Brussel

ARTIKEL 13: COÖRDINATIE- EN COMMUNICATIEACTIVITEITEN

A. Coördinatie en communicatie

Artikel 37, 6°, van de OSH en de artikelen 18 tot 20 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 verduidelijken welke acties noodzakelijk zijn, evenals de in aanmerking komende bedragen en uitgaven die worden besteed aan de coördinatie- en communicatieactiviteiten.

Alle communicatie over het project verloopt in overleg met de directie Stadsvernieuwing.

De communicatiedragers moeten de huisstijl volgen en de logo's bevatten van urban.brussels, de directie Stadsvernieuwing en de SVC's.

B. Burgerparticipatie, artikel 43, § 3, van de OSH en artikel 20 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017

De begunstigde moet voor operaties waarvoor de globale raming de helft van de Europese drempel voor overheidsopdrachten voor werken overschrijdt, een burgerparticipatie organiseren – in voorkomend geval met de hulp van een ter zake gespecialiseerde dienstverlener – van bij de aanvang van de denkoefening en tijdens de uitwerking van deze operaties.

De burgerparticipatie omvat concrete informatieverstrekking en overleg met de bewoners, met als doel hun vertegenwoordiging te garanderen, alsook met de betrokken sociale en economische actoren.

De begunstigde stelt de regering vooraf op de hoogte van de manier waarop de burgerparticipatie georganiseerd zal worden. Elk participatieproces dat de begunstigde organiseert, moet – net als de SVC-operaties – in samenwerking verlopen met de andere lopende projecten in eenzelfde gebied. De regering kan de bijkomende regels vaststellen voor deze effectieve burgerparticipatie. Ieder participatief proces dat de begunstigde opzet, moet vooraf door de regering goedgekeurd worden.

ARTIKEL 14: AANSPRAKELIJKHEID

Het gewest kan geenszins aansprakelijk worden gesteld voor schade aan personen en aan goederen als rechtstreeks of onrechtstreeks gevolg van de uitvoering van deze overeenkomst door begunstigde.

ARTIKEL 15: GESCHILLEN

De hoven en rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel zijn exclusief bevoegd voor de geschillen die uit deze overeenkomst voortvloeien.

ARTIKEL 16: WIJZIGINGEN

De eventuele programmawijzigingen moeten de bepalingen in acht nemen van artikel 46 van de OSH van 6 oktober 2016. Ze moeten worden opgenomen in een aanhangsel bij deze overeenkomst.

ARTIKEL 17: INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST (artikel 45, § 1, van de OSH van 6 oktober 2016)

De huidige overeenkomst treedt in werking met de goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van de tweede wijziging van het programma van het Stadsvernieuwingscontract tot 31/05/2023 voor de uitvoeringsduur, en kan met 30 maanden worden verlengd voor de implementatie, d.w.z. tot 30/11/2025.

Opgemaakt in Brussel in drie exemplaren, op .

Elke partij erkent dat zij een exemplaar ontvangen heeft.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Rudi VERVOORT
De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de Promotie van het imago van Brussel en Biculturele Zaken van gewestelijk belang

Voor de stad Brussel

Philippe Close
Burgemeester

Luc Symoens
De gemeentesecretaris

Bijlage 1: Goedgekeurd gewijzigd programma: zie link naar webpagina
Bijlage 2: Projectfiche
Bijlage 3: Uitvoeringskalender